

Depuis quelques mois, les conditions de travail se dégradent inexorablement à la rédaction de Lyon. Beaucoup de salariés disent venir "la boule au ventre".



Une place de plus en plus restreinte accordée aux tournages et donc aux reporters ; un projet rédactionnel moribond ; un nombre d'équipes et de montages sacrifiés sur l'autel des économies ; une valse incessante de rédacteurs-trices en chef adjoint.es, pas même inscrits dans le vivier, dont certains n'ont jamais fait de terrain ; des demandes multipliées de directs et de plateaux au détriment des reportages...

Morceaux choisis des dysfonctionnements en quelques dates :

22 décembre : Veille des vacances scolaires, un JRI, planifié sur un sujet, est réquisitionné pour aller tourner "3 plans qui prendront 5 minutes" à la gare. L'équipe rate alors son premier rendez-vous, le sujet perd de son intérêt, mais le JT ne peut s'en passer. Alors, même appauvri, il deviendra "une pastille ou une interview enrobée" pour le soir.

21 janvier : 9h, conférence de rédaction, un reporter découvre qu'il est accrédité pour un match en soirée : retour à la maison.

25 mars : La fabrication d'un dossier pour une "page spéciale Yzieu" est planifiée sur les moyens de montage JT. Pourtant, c'est une situation exactement similaire qui avait entraîné 3 accidents du travail le 8 juin 2023 et une **expertise pour risque**. Finalement, un monteur sera ajouté après protestation.

26 mars : un dossier sur "le stade Geoffroy Guichard toujours plus vert" fait par le national. Sujet incarné, tourné quelques semaines plus tôt, un poil cliché pour notre public. Le comble : un tournage sur ce sujet était planifié le lendemain par la locale de Saint Etienne.

27 mars : la veille, les équipes de BIP avaient fait double journée. En petite conférence de rédaction le matin, l'un d'eux lance à la cantonade : "pas de remerciements pour notre grosse journée d'hier ?". Réponse : "votre récompense, c'est votre bulletin de paye à la fin du mois". Deux jours plus tôt, les 3 équipes, réunies à leur demande, faisaient part entre autres du **manque de retour de l'encadrement**.

9 avril : un mail du service communication apprend aux salariés qu'ils feront **71 jours** de JT communs entre le 8 mai et le 5 janvier 2024. Même pas une instance extraordinaire des RP. Sur ce sujet, comme sur d'autres, la direction d'AURA ne communique rien. Le **dialogue social** est totalement à l'arrêt.

Entre le 18 mars et le 12 avril : 11 jours à 5 équipes d'actu quotidienne, 2 jours à 4 équipes... une violation du texte de levée de préavis de juin 2017 qui prévoyait 6 équipes/jour pour couvrir l'actualité. Cela fait bien longtemps que la direction ne se bat plus pour obtenir des effectifs à **hauteur des besoins minimum** comme ceux d'autres antennes comparables.

15 avril : une équipe composée d'une **stagiaire non rémunérée et d'une alternante** est dépêchée en urgence à 17h pour couvrir la formation d'un trou devant un immeuble qui a entraîné l'évacuation de ses habitants... cinq jours plus tôt ! Le soir même, off interview puis direct et, bien sûr, sujet pour le lendemain.

Et ce ne sont là que quelques exemples remontés par nos collègues.

Résultats : la frustration grandit pour les salariés qui ressentent **qualité empêchée, conflit de loyauté, sentiment de non-reconnaissance et usure extrême**, parfois même un certain **déclassement**, dus à ces conditions de travail. Une lutte permanente contre les obstacles de planification, contre les économies faites sur leur dos, pour exercer au mieux ce métier qu'ils continuent de défendre.

Le SNJ demande à la direction AURA de **cesser ces restrictions** insupportables qui empêchent les salariés d'exercer leur travail au quotidien en assurant des **moyens décents** pour faire un JT de qualité, de **pourvoir des postes** d'adjoints vacants, de veiller au profil des candidats aux remplacements dans l'encadrement. Et surtout, de rendre à chacun le sentiment d'appartenir à **un même collectif sur un même pied d'égalité**. Sans oublier de rétablir un **dialogue social respectueux** et de qualité en instance de proximité, les RP étant la voix des salariés dans l'antenne.

Lyon, le 29 avril 2024